# Commune de Saint-Gervais les Bains (Hd public le )

Envoyé en préfecture le 10/10/2025

Reçu en préfecture le 10/10/2025







#### NT-GERVAIS LES BAINS

Département Haute-Savoie dе а d e Bonneville Arrondissement du Mont Blanc

#### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 08 OCTOBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq le huit octobre à dix-neuf trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune régulièrement convoqué le deux octobre s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Marc PEILLEX, Maire.

#### Etaient présents :

Monsieur Jean-Marc PEILLEX, Madame Marie-Christine DAYVE, Messieurs Bernard SEJALON, Michel STROPIANO, Madame Monique RACT, Messieurs Patrice BIBIER-COCATRIX, Gabriel GRANDJACQUES, Madame Corinne GROSSET-BOURBANGE, Messieurs Alain DELACHAT, Lionel CANON, Mesdames Déborah TARABUSO, Amandine ROSSET, Monsieur Clément BERRUEX, Mesdames Claudette ABBE-DAVOINE, Stacy LOPEZ, Monsieur Julien AUFORT, Madame Aurélie BIBOLLET, Messieurs Daniel DENERI, Julien LEBEY, Rémi BOUTROIS, Bruno VICTOR-EUGENE, Cyrille du PELOUX de SAINT-ROMAIN, Madame Valérie ROBIN, Monsieur Philippe APPLAGNAT-TARTET.

#### Etaient absentes et avaient donné pouvoir :

Madame Nadine CHAMBEL à Madame Monique RACT

Madame Véronique CLEVY à Monsieur Michel STROPIANO

Madame Sandrine FOURNIER à Monsieur Bemard SEJALON

Madame Corinne LECORCHEY-DECARROZ à Madame Déborah TARABUSO

Madame Lynda VANDELANOITTE à Madame Claudette ABBE-DAVOINE

Les procès-verbaux des conseils municipaux des 10 septembre et 22 septembre 2025 sont soumis à approbation. Aucune observation n'étant formulée, ils sont arrêtés à l'UNANIMITE.

Il est procédé à l'élection d'un secrétaire de séance conformément à l'article L.2121-15 du Code général des collectivités territoriales. Ce vote a lieu à bulletins secrets conformément à l'article L.2121-21 du Code aénéral des collectivités territoriales et à la délibération n°2020/068 du 24 mai 2020. Monsieur Clément BERRUEX est candidat. Il est élu à l'UNANIMITE.

n°2025/202

## COORDINATION GENERALE - DIRECTION DE L'URBANISME ET DU FONCIER

Objet: AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR AUDEBERT LUDOVIC POUR LA REPRISE DU MUR DE SOUTENEMENT RUE DE LA VIGNETTE

Nombre de membres

Afférents au Conseil Municipal: 29

En exercice: 29

Quorum: 15 Présents: 24 Pouvoirs: 5

Votants: 29

Délibération télétransmise le : 10 octobre 2025

Mise en ligne du 13 octobre au 13 décembre 2025

Délibération exécutoire le ; 13 octobre 2025

HÔTEL DE VILLE -AVENUE DU MONT D'ARBOIS - 74170 SAINT-GERVAIS LES BAINS - FRANCE T+33(0)4 50 41 1/5 66 - F+33(0)4 50 47 75 73 - www.saintgervais.com - mairie@saintgervais.com Bureau d'Etat ⊈ivil du Fayet — 49 rue de la Poste — T+33 (0)4 50 78 27 69 - F+33 (0)4 50 47 51 64

Bureque d'Etat Civil de Saint-Nicolas – T+33 (0)4 50 93 20 63 - F+33 (0)4 50 93 24 33

Envoyé en préfecture le 10/10/2025

Reçu en préfecture le 10/10/2025

ID: 074-217402361-20251008-DEL2025\_202-DE

#### CONSEIL MUNICIPAL DE SAINT-GERVAIS LES BAINS DU 08 OCTOBRE 2025

N°2025/202

Coordination Générale - Direction de l'Urbanisme et du Foncier

### AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR AUDEBERT LUDOVIC POUR LA REPRISE DU MUR DE SOUTENEMENT RUE DE LA VIGNETTE

Rapporteur: Madame Marie-Christine DAYVE, adjoint au Maire déléquée à l'Urbanisme

Monsieur AUDEBERT Ludovic, propriétaire de la propriété bâtie cadastrée section A n°1078 à « La Vignette », a transmis à la Commune la proposition de la société Accro BTP pour la reprise du mur de soutènement rue de la Vignette.

Le dispositif consiste en un doublage du mur existant par la réalisation d'un voile béton projeté et ancré, sur une longueur de 25 mètres et 3 mètres de haut.

Cette solution nécessite l'occupation de la rue de la Vignette, domaine public communal, sur une largeur de 15 cm, représentant une surface de 3,8 m².

Par conséquent, Monsieur AUDEBERT, par courriel du 12 mai 2025, a sollicité l'occupation du domaine public.

Conformément à l'article L 2122-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P), une servitude peut grever le domaine public dans la mesure où son existence est compatible avec l'affectation de celle du bien sur lequel la servitude s'exerce.

Le mur de soutènement projeté étant compatible avec l'utilisation de la voie publique, la servitude peut être établie.

ENTENDU l'exposé,

**CONSIDERANT** l'intérêt à reprendre le mur de soutènement pour sécuriser la voie publique à l'aval,

**VU** l'avis favorable de la Commission d'Urbanisme et Foncier du 22 mai 2025,

Il est proposé au Conseil Municipal:

- **D'OCTROYER** la servitude d'occupation du domaine public (rue de la Vignette) à titre gratuit, pour une surface de 3,8 m<sup>2</sup>, au profit de la parcelle cadastrée section A n°1078,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à poursuivre et signer tout document se rapportant à la décision adoptée, dont l'acte notarié.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant la juridiction compétente dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Le Conseil Municipal, le Maire entendu, et après en avoir délibéré, adopte cette proposition à **L'UNANIMITE.** 

Le sécrétaire de séance Conseill**é**r municipal,

Clément BERRUEX

Fait et délibéré les jour, mois, et an ci-dessus,

Suivent les signatures

Pour extrait eerfifié conforme